



Monsieur le Président,

Vous nous présentez aujourd'hui la déclinaison locale du plan d'action pour l'amélioration des conditions de vie au travail et la prévention du risque suicidaire.

Notre direction ne connaît que trop bien ce sujet pour avoir été touché l'année dernière et cette année. Je vous rappelle qu'au niveau national, la DGFiP a connu 23 suicides ou tentatives de suicide en 2025. Depuis le début de cette année, la courbe ne semble pas s'inverser puisque nous avons appris le suicide d'un collègue en janvier et déjà 9 tentatives de suicide.

L'UNSA DGFiP est très inquiète. Nous entendons désormais certaines réflexions de la part de collègues qui ne vont pas bien et qui sont alarmantes.

Nous n'allons pas dire ce matin que le plan d'action ne sert à rien. Nous demandons depuis longtemps une meilleure prise en compte de la santé mentale et des risques psycho sociaux. La sensibilisation et la formation de tous sur ce domaine complexe est indispensable.

Certaines mesures nous font bondir : organiser dans chaque service une réunion autour de l'organisation du service, des conditions de travail et du sens du travail. Mais cela est déjà prévu dans le protocole télétravail sauf que ce n'est pratiquement jamais mis en œuvre. Comment, cette fois, vous allez vous assurer que ces réunions se tiennent.

Il faut renforcer la formation de l'encadrement de proximité qui lui aussi subit de très fortes pressions des équipes dirigeantes. C'est lui qui gère les services au quotidien sans avoir les moyens humains nécessaires. Il faut que les équipes dirigeantes assument la situation des services.

Chacun à son niveau doit agir et comprendre qu'il participe par son comportement au bien être ou au mal être de ses collègues de travail.

La souffrance au travail est une réalité dans notre direction. Les résultats de l'observatoire interne 2026 viendront sans doute le confirmer une nouvelle fois.

Le plan d'action pour l'amélioration des CVT et la prévention du risque suicidaire est nécessaire mais il n'est pas suffisant car il ne s'attaque pas aux causes profondes du malaise qui s'est installé.

Ce malaise est entretenu par les suppressions d'emplois qui continuent invariablement, par l'adjonction de missions sans préparation, par les sous-effectifs dans les services, par la surcharge de travail, par la perte de sens du travail. Les agents de la DGFiP ont une très forte conscience professionnelle. Ils se sentent investis d'une mission auprès de leurs concitoyens surtout dans cette période compliquée pour les finances publiques. Cette conscience professionnelle a été pressurée au maximum pour faire fonctionner les services malgré leurs difficultés. Aujourd'hui, on est au bout, il n'y a plus rien à en tirer. C'est le résultat de choix que vous n'avez pas fait mais que vous devez assumer.

Nous vous remercions pour votre écoute.